

TRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 août 1938.

Assurance-chômage, Main-d'œuvre et Socialisme

DEPUIS près de huit ans, la population salariée de notre pays est touchée, avec plus ou moins d'intensité, par le manque de travail.

Années funestes de 1932, 1933, 1934, résorption régulière du mal au cours des années 1935-36 et la moitié de 1937, nouvelle aggravation au cours de l'année écoulée. En juin 1937, on comptait environ 102,000 chômeurs contrôlés, en décembre 1937, environ 179,000, en avril 1938, environ 159,000. Ce ne sont là que les chiffres des chômeurs assurés, puisque les autres, non affiliés à une caisse d'assurance contre le chômage, échappent à toute investigation. Le brusque changement dans le mouvement du chômage, au milieu de l'année 1937, est un fait d'une très grande gravité, de nature à retenir l'attention très sérieuse des milieux socialistes. Tant que le chômage décroissait, on pouvait croire que ce mouvement se prolongerait et que, à l'exclusion d'une masse de chômeurs irrésorbables, en raison de leur âge ou de leur état physique, on en reviendrait à la situation normale des années 1922 à 1930, période de chômage extrêmement réduit.

Oserait-on encore sérieusement l'espérer et ne va-t-on pas s'habituer à considérer comme inévitable la présence quasi permanente d'une armée de 100,000 à 150,000 hommes sans travail, à charge de la collectivité? Dès le moment où une fraction importante de la population salariée se trouve perpétuellement refoulée en dehors du marché de l'emploi, ne convient-il pas d'examiner sérieusement si l'octroi d'indemnités

de chômage, sous les seules conditions usuelles actuelles, constitue en fait l'*unique* moyen de préserver de la misère complète des centaines de milliers de gens?

Nous savons bien que cet état de choses peut être mis sur le compte du régime économique actuel, que nous ne cessons de critiquer. Mais il nous paraît également nécessaire de faire une constatation, aussi pénible soit-elle: Notre critique du régime capitaliste, générateur du chômage, s'use progressivement, tout au moins comme force de propagande. Lorsque le chômage apparaissait comme une brusque calamité, sa soudaineté et les ravages qu'il causait dans une population entièrement habituée au travail, pouvaient provoquer une indignation, un désir de changement dont bénéficiait tout mouvement (Plan du Travail en l'an 1934-35) qui réclamait du travail au lieu d'indemnités. Actuellement, la situation est tout autre: l'existence d'un chômage massif et prolongé tend à être considérée par la masse comme inévitable et, d'autre part, la participation socialiste au Gouvernement se montre, pour de multiples raisons, impuissante à livrer des combats sur le front économique. L'habitude du chômage et le sentiment des limites du pouvoir gouvernemental constituent actuellement des freins puissants à la naissance d'une croyance à une nouvelle résorption massive du chômage dans notre pays.

Dès lors, il n'est guère d'autre choix que la résignation à la situation actuelle ou la recherche de nouvelles modalités dans le régime de soutien aux chômeurs. Nous en voyons deux,

qui vont sans doute froisser certains de nos amis, mais qui nous paraissent, non seulement pouvoir être acceptées par les socialistes, mais même devoir être largement préconisées par eux. C'est l'obligation d'adaptation professionnelle du travailleur adulte réduit au chômage et l'institution du service de travail pour les jeunes travailleurs sans emploi. La première se fonde sur la constatation quasi unanime de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, source de difficultés continues pour l'industrie du pays et handicap pour le redressement économique général. Il est juste de stigmatiser la carence des milieux industriels à l'égard des problèmes de l'enseignement professionnel, mais pourquoi ne se déciderait-on pas à réaliser, par l'intermédiaire du régime d'assurance-chômage, ce qui n'a pas été fait, ou a été insuffisamment fait pour la formation professionnelle de la main-d'œuvre par l'obligation scolaire et professionnelle ?

L'adoption du principe de l'obligation de l'adaptation professionnelle du travailleur en chômage devrait en conséquence conférer aux pouvoirs publics les moyens juridiques et financiers d'y faire face, notamment le droit d'occupation des locaux industriels désaffectés, la réquisition de matières premières inutilisées, etc. Tâche immense, certes, mais dont on peut être sûr qu'elle se traduirait par une élévation sensible de la qualité de la main-d'œuvre nationale, et qu'elle constituerait pour les groupements syndicaux appelés à y participer intimement, l'apprentissage indispensable à la gestion de l'appareil économique.

Quant au service du travail, destiné aux jeunes travailleurs privés d'occupation lucrative, nous estimons qu'il faut le préconiser sous trois conditions: la première, c'est qu'il ne soit pas organisé par l'Etat, mais bien par les groupe-

ments particuliers, syndicaux ou de jeunesse, libres de lui donner le contenu idéologique qui leur convient; la deuxième, c'est que ses modalités d'application: temps de service, travaux effectués, régime d'internat ou fréquentation d'ateliers ou de cours, soient extrêmement souples; la troisième, c'est que le temps de service de travail vienne en déduction du temps de service militaire. Celui qui aurait effectué une période déterminée de service de travail verrait la durée de son service réduite dans une certaine proportion à fixer.

Il nous paraît superflu d'énumérer les bienfaits, tant du point de vue physique que du point de vue du développement professionnel et culturel que l'on peut attendre d'un service de travail dont l'aspect pédagogique doit l'emporter sur le côté « rendement » du travail effectué.

Du point de vue socialiste, nous y voyons en plus deux avantages: la possibilité de dissocier le travail de la notion de salaire et la réalisation de travaux effectués en commun au profit d'une collectivité dont on déclare faire partie, par suite du libre choix du groupement assumant le service et, en second lieu, la formation de cadre pour le mouvement socialiste, cadre formé en dehors de seules études théoriques ou de pure formation bureaucratique.

Ces quelques considérations, très incomplètes, semblent s'éloigner des problèmes de droit auquel se consacre ce supplément au *Mouvement syndical belge*. L'instauration prochaine d'un régime d'assurance-chômage obligatoire, allant de pair avec une aggravation marquée du chômage, ne manquera cependant pas d'attirer l'attention sur les problèmes évoqués ci-dessus. Il est donc opportun qu'un point de vue, même personnel, se manifeste en ces matières.

GEORGES.

Loi portant
l'industri
29-V-38)

Comité nat
position.
du 1-VI-
Entérineme
intervenu
l'agglom
dicale de
Cuirs et
13-VII-38

Industrie d
16-IV-38

Industrie d
vions. —

Industrie d
la loi du

vantes. —

Industrie c
du 16-IV

Industrie a
d'alimen

merce en
tale et oc

28-IV-38

Personnel
de décha

A. R. du

Industrie c
bois. —

Industrie d
du 24-V

28-V-37

Industrie d
Flandre c

du 14-V

Industrie c
14-VI-38

Industrie d
du Tour

A. R. d

Industrie d
Modalité

1938 et s

19-VI-38

Entreprises
tribution

du 24-V

Industrie d
terie et

Législation sociale

Liste clôturée au 31 juillet 1938.

Réglementation du travail

DURÉE DU TRAVAIL

Loi portant réglementation de la durée du travail dans l'industrie diamantaire. — 16-V-38 (M. B. du 29-V-38).

TRAVAIL A DOMICILE

Comité national pour le travail à domicile. — Composition. Modification. — A. R. du 28-V-38 (M. B. du 1-VI-38).

Entérinement de l'accord collectif relatif aux salaires, intervenu, en ce qui concerne les employeurs de l'agglomération bruxelloise, entre la Chambre syndicale de la Ganterie et la Centrale ouvrière des Cuirs et Peaux. — A. R. du 1-VII-38 (M. B. du 13-VII-38).

CONGÉS ANNUELS PAYÉS

Industrie de la construction mécanique. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 28-IV-38).

Industrie des produits réfractaires de Baudour et environs. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 28-IV-38).

Industrie du caoutchouc. — Modalités d'application de la loi du 8 juillet 1936 pour les années 1938 et suivantes. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 28-IV-38).

Industrie chimique des vernis celluloseux. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 28-IV-38).

Industrie de la fabrication et du commerce en gros d'aliments pour le bétail et la basse-cour et commerce en gros d'engrais chimiques en Flandre orientale et occidentale. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 28-IV-38).

Personnel occupé à la pêche maritime et aux travaux de déchargement et de manutention du poisson. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 28-IV-38).

Industrie côtière de la construction de bateaux en bois. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 28-IV-38).

Industrie de la préparation des fibres de lin. — A. R. du 24-V-38, modifiant et complétant celui du 28-V-37 (M. B. du 26-V-38).

Industrie de l'apprêtage et de la teinture de peaux en Flandre occidentale et en Flandre orientale. — A. R. du 14-VI-38 (M. B. du 15-VI-38).

Industrie chimique des produits azotés. — A. R. du 14-VI-38 (M. B. du 15-VI-38).

Industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux du Tournaisis. — Modalités pour l'année 1938. — A. R. du 14-VI-38 (M. B. du 19-VI-38).

Industrie du zinc et des autres métaux non ferreux. — Modalités spéciales d'application pour les années 1938 et suivantes. — A. R. du 14-VI-38 (M. B. du 19-VI-38).

Entreprises et services publics de production et de distribution du gaz de chauffage et d'éclairage. — A. R. du 24-V-38 (M. B. du 29-V-38).

Industrie de la photographie; industrie de la chocolaterie et de la confiserie; commerce de gros en ali-

mentation, droguerie, denrées coloniales, vins et spiritueux; commerce de gros et demi-gros de fruits, légumes, primeurs et pommes de terre; industrie de la fabrication et de la confection du chapeau et articles similaires pour dames et enfants. — A. R. du 24-VI-38, prorogeant pour 1938 les modalités spéciales d'application prévues pour 1937 (M. B. du 25-VI-38).

Industrie de la saboterie des provinces de Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur et de l'arrondissement de Nivelles. — A. R. du 24-VI-38 (M. B. du 25-VI-38).

Industrie forestière et des bois de mine. — A. R. du 24-VI-38 (M. B. du 25-VI-38).

Industrie de la confection de lingerie de la Flandre orientale et occidentale. — A. R. du 1-VII-38 (M. B. du 10-VII-38).

Industrie de la fabrication mécanique de tuiles et d'autres produits céramiques de la région du Sud de la Flandre occidentale et du Tournaisis. — A. R. du 1-VII-38 (M. B. du 10-VII-38).

Entreprises agricoles, horticoles et forestières. — A. R. du 15-VII-38 (M. B. du 16-VII-38).

Industrie textile des deux Flandres. — A. R. du 15-VII-38 (M. B. du 16-VII-38).

Industrie des tapissiers-décorateurs. — A. R. du 25-VII-38 (M. B. du 31-VII-38).

Industrie de la gravure sur bois. — A. R. du 25-VII-38 (M. B. du 31-VII-38).

Police industrielle

Atelier de chromage électrolytique. — Mesures propres à protéger la santé et la sécurité des ouvriers. — A. R. du 1-IV-38 (M. B. du 23-IV-38).

— Modèle de la liste prescrite pour le relevé du personnel soumis aux examens médicaux périodiques. — A. M. du 11-V-38 (M. B. du 1-VI-38).

Emploi des appareils de levage et des chemins de fer aériens en usage dans les entreprises industrielles et commerciales autres que les travaux souterrains des mines, minières et carrières. — A. R. du 12-V-38, modifiant ceux des 20-II-33 et 26-V-36 (M. B. du 19-V-38).

Assurances sociales

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Agrégation des services hospitaliers et des cliniques. — 28^e liste (M. B. du 9-IV-38).

Fixation du montant de la cotisation au fonds de garantie à percevoir pour l'exercice 1937. — A. R. du 28-V-38 (M. B. du 15-VI-38).

Fourniture gratuite, et à titre de secours, des appareils de prothèse ou d'orthopédie, aux bénéficiaires des allocations spéciales et supplémentaires octroyées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail. — A. R. du 14-IV-38 (M. B. du 30-IV-38).

Commission des accidents du travail. — Nomination d'un membre. — A. R. du 24-VI-38 (M. B. du 20-VII-38).

MALADIES PROFESSIONNELLES

Taux des cotisations à payer, pour l'exercice 1938, par les chefs d'entreprise soumis à la loi du 24 juillet 1927. — A. R. du 28-V-38 (M. B. du 16-VI-38).

Comité technique du Fonds de Prévoyance. — Nominations. — A. R. du 30-VI-38 (M. B. des 18-19-VII-1938).

CHOMAGE ET PLACEMENT

Contrôle des chômeurs. — Modification à l'A. R. du 30-VI-36. — A. M. du 1-VII-38 (M. B. du 8-VII-1938).

ASSURANCE-VIEILLESSE

Règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation. — A. R. du 12-V-38 (M. B. du 15-V-38).

Exécution des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. — Assurance-décès. — Anticipation d'entrée en jouissance des rentes acquises à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. — Détermination du montant de la rente de vieillesse constituée par la contribution de l'Etat en cas d'anticipation de l'entrée en jouissance de la rente. — Paiement des rentes. — Tarifs. — A. R. du 12-V-38 (M. B. du 19-VI-38).

Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. — Nomination d'un membre du Conseil d'Administration. — A. M. du 24-VI-38 (M. B. du 14-VII-38).

Pensions des ouvriers mineurs. — A. R. du 15-VII-38, modifiant l'A. R. du 15-X-38, pris en exécution des lois sur les pensions des ouvriers mineurs, coordonnées par A. R. du 25-VIII-37 (M. B. des 18-19-VII-1938).

— Loi portant modification de certains articles des lois coordonnées du 25-VIII-37, concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. — 18-VII-38 (M. B. du 30-VII-38).

Pensions de vieillesse. — Loi tendant à redresser des situations injustes créées, en matière de pensions de vieillesse, par la faute ou la négligence de tiers. — 18-VII-38 (M. B. du 30-VII-38).

ALLOCATIONS FAMILIALES

Caisses spéciales de compensation des administrations communales, établissements publics qui en dépendent et associations de communes. — A. M. du 24-III-38 (M. B. du 9-IV-38).

Travailleurs diamantaires occupés à domicile. — Calcul des allocations familiales leur revenant et des cotisations à verser de leur chef. — Modifications à l'A. R. du 30-VI-37. — A. R. du 23-V-38 (M. B. du 16-VI-38).

Approbation de modifications apportées aux statuts de caisses de compensation. — A. R. du 23-V-38 (M. B. du 25-VI-38).

Allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants (loi du 10-VI-37). — Règlement à annexer à la demande d'agrément d'une caisse. — A. M. du 20-VI-38 (M. B. du 21-VII-38).

MUTUALITES

Fédérations et sociétés mutualistes. — Homologation des nouvelles dispositions statutaires de 157 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 11-III-38 (M. B. du 7-IV-38).

Sociétés mutualistes reconnues. — Fusions. — A. R. du 18-III-38 (M. B. du 9-IV-38). — A. R. du 12-V-38 (M. B. du 2-VI-38).

Commission médico-mutualiste paritaire nationale. — Nominations. — A. R. du 24-III-38 (M. B. du 9-IV-38). — A. R. du 12-V-38 (M. B. du 2-VI-38).

Fédérations et sociétés mutualistes. — Homologation des nouvelles dispositions statutaires de 173 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 14-V-38).

— Reconnaissance légale accordée à neuf fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 14-V-38).

Commission permanente des sociétés mutualistes. — Nomination de MM. les représentants Debersé et Deconinck en qualité de membres. — Séance du 9-VI-1938 de la Chambre des Représentants (M. B. des 20-21-VI-38).

— Renouvellement, pour un terme de six ans, du mandat de MM. Broeckx et Henricot comme membres de la Commission permanente des sociétés mutualistes.

Fédération mutualiste. — Reconnaissance légale. — A. R. du 21-VI-38 (M. B. du 20-VII-38).

Fédérations et sociétés mutualistes. — Homologation des nouvelles dispositions statutaires de 186 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 21-VI-38 (M. B. du 30-VII-38).

Commissions paritaires

COMITÉS NATIONAUX

Industrie des hôtels, restaurants et débits de boissons. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 16-III-38 (M. B. des 4-5-IV-38). — A. M. du 28-VI-38 (M. B. du 16-VII-38).

Industrie de la construction mécanique et de ses accessoires et industrie du bâtiment et des travaux publics. — C. N. — Nomination de M. Vervaeck, J., inspecteur général pour la protection du travail, à Bruxelles, à la présidence de ces deux Comités. — A. M. des 22 et 28-III-38 (M. B. du 8-IV-38).

— Composition. — Modification. — A. M. du 26-IV-1938 (M. B. du 13-V-38).

Industrie et commerce du bois. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 25-III-38 (M. B. du 8-IV-38). — A. M. du 19-V-38 (M. B. du 4-VI-1938). — A. M. du 21-VI-38 (M. B. du 7-VII-38).

Industrie de la flaconnerie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 13-IV-38 (M. B. du 8-V-38).

Officines de pharmacies. — Rapports entre pharmaciens et employés en pharmacie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. R. du 16-IV-38 (M. B. du 12-V-38).

Industrie de la fabrication des tubes en papier. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 26-IV-38 (M. B. du 13-V-38).

Industrie du liège. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 27-IV-38 (M. B. du 13-V-1938).

Industrie du bâtiment et des travaux publics. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 12-V-1938 (M. B. du 1-VI-38).

Entreprises de fabrication du ciment Portland artificiel. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 20-V-38 (M. B. du 4-VI-38). — A. M. du 4-VII-38 (M. B. du 16-VII-38).

Industrie de la céramique (briqueteries mécaniques ou à la main exceptées). — Institution d'un C. N. — Nomination des membres. — A. M. du 21-V-38 (M. B. du 4-VI-38).

Industrie de la fabrication du papier et du carton. — C. N. — Composition. — Nomination. — A. M. du 31-V-38 (M. B. du 17-VI-38).

Industrie chimique. — C. N. et Comités professionnels paritaires. — Composition. — Modification. — A. M. du 9-V-38 (M. B. du 29-V-38).

— Adjudication d'une nouvelle section (distillation du goudron de houille). — A. M. du 27-VI-38 (M. B. des 25-26-VII-38).

Industrie de la chocolaterie et de la confiserie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 3-VI-38 (M. B. du 25-VI-38).

Industrie de la vannerie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 10-VI-38 (M. B. du 25-VI-1938).

Travailleurs de l'agriculture. — Institution de Comités paritaires régionaux chargés de délibérer sur les bases du salaire et les conditions de travail dans l'agriculture, dans les provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre occidentale, de Hainaut, de Liège, de Limbourg, de Luxembourg, de Namur. — A. M. du 17-VI-38 (M. M. du 25-VI-38).

Employés de banque. — C. N. — Composition. — Modification. — A. R. du 24-VI-38 (M. B. du 16-VII-38).

COMITÉS RÉGIONAUX

Briqueteries de campagne des environs de Bruxelles. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 17-III-38 (M. B. des 4-5-IV-38). — A. M. du 20-VI-38 (M. B. du 7-VII-38).

Fabrication et vente en gros d'aliments pour le bétail et la basse-cour ainsi que vente en gros d'engrais chimiques. — Comité paritaire pour la Flandre orientale et la Flandre occidentale. — Composition. — Modification. — A. M. du 14-IV-38 (M. B. du 8-V-38).

Industrie de la réparation de navires au port d'Anvers. — Composition. — Modification. — A. M. du 22-IV-38 (M. B. du 8-V-38). — A. M. du 18-V-38 (M. B. du 4-VI-38).

Port de Bruges. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 25-IV-38 (M. B. du 13-V-38).

— Adjudication d'une section chargée de délibérer sur les bases des salaires et les conditions de travail des ouvriers occupés au port de Zeebrugge. — A. R. du 21-VI-38 (M. B. du 20-VII-38).

Industrie de la confection de lingeries de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 14-V-1938 (M. B. du 1-VI-38).

Port de Gand. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 14-V-38 (M. B. du 1-VI-38).

— Adjudication d'une nouvelle section chargée de fixer les taux des salaires et les autres conditions de travail des ouvriers dénommés « rivierwerkers ». — A. R. du 12-V-38 (M. B. du 4-VI-38).

Briqueteries mécaniques de la côte. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 9-IV-38 (M. B. du 30-IV-38). — A. M. du 14-V-38 (M. B. du 1-IV-38). — A. M. du 11-VI-38 (M. B. du 25-VI-1938).

Port d'Anvers. — C. N. chargé de fixer, sur la base des accords conclus entre parties le 27-XII-28, les salaires et les conditions de travail pour les ouvriers du port. — Composition. — Modification. — A. M. du 11-IV-38 (M. B. du 30-IV-38).

Briqueteries de campagne de la région de Charleroi. — Composition. — Modification. — A. M. du 5-VII-1938 (M. B. du 16-VII-38).

Industrie textile des deux Flandres. — C. R. — A. M. du 9-VI-38 (M. B. du 7-VII-38).

Industrie du vêtement pour hommes. — Institution d'un Comité régional paritaire de la Flandre orientale. — A. M. du 14-VI-38 (M. B. des 22-23-VII-1938).

— Institution d'un Comité régional paritaire de la Flandre occidentale. — A. M. du 20-VI-38 (M. B. des 22-23-VII-38).

— Institution d'un Comité régional paritaire de la province d'Anvers. — A. M. du 15-VI-38 (M. B. des 22-23-VII-38).

— Institution d'un Comité régional paritaire de la province de Brabant. — A. M. du 18-VI-38 (M. B. des 22-23-VII-38).

Commerce du charbon de la ville d'Anvers et des environs. — Institution d'un Comité paritaire. — A. M. du 16-VI-38 (M. B. des 22-23-VII-38).

Industrie armurière à la main de la région liégeoise. — Institution d'un Comité paritaire. — A. M. du 18-VI-1938 (M. B. des 22-23-VII-38).

Juridiction et conciliation

Conseil de prud'hommes marins. — Nominations, par le ministre des Transports, P.T.T. et I.N.R., de conseillers pour un terme de quatre années. — A. R. du 12-V-38 (M. B. du 22-VI-38).

Jurisprudence

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Cour de Cassation (Première Chambre)

24 mars 1938.

S. A. Assurance Liégeoise c. Dispart, Simon.

Accident du travail. — Paiement en capital du tiers de la valeur de la rente. — Majoration de 4 p. c. représentant la rémunération de l'organisme chargé du service de la rente. — Jugement attaqué.

La Cour,

Où M. le conseiller Limbourg en son rapport et sur les conclusions de M. Paul Leclercq, procureur général ;

Sur le moyen pris de la violation des art. 1, 2, 5, 12, 14 et 19, al. 2 des lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail coordonnées par A. R. du 28 septembre 1931 ;

4 de la loi du 18 juin 1930 qui a autorisé cette coordination, 97 et 107 de la Constitution, en ce que le jugement attaqué statuant sur la demande introduite par la victime d'un accident du travail en vue d'obtenir le paiement en capital du tiers de la valeur de la rente à laquelle elle avait droit, lui a accordé cette valeur majorée de 4 p. c., représentant en réalité la rémunération de l'organisme chargé du service de la rente lorsqu'il n'y a pas d'attribution en capital, et s'est basé, pour justifier cette majoration à la fois sur un barème établi par l'A. R. du 12 novembre 1929, pris en exécution de l'art 7 de la loi du 24 décembre 1903 (art. 5 des lois coordonnées) et sur cette circonstance que l'attribution de la valeur de la rente majorée de ces 4 p. c. serait plus logique et plus conforme à l'équité, alors que, d'une part, l'arrêté royal susvisé, en accordant aux victimes d'accidents du travail réclamant le bénéfice de cet art. 7 une somme plus élevée que la valeur de la rente, a outrepassé les droits que le législateur avait attribué sur ce point au pouvoir exécutif, et que la décision entreprise aurait donc dû refuser de faire application de cette mesure illégale, et que, d'autre part, les tribunaux ne peuvent pas, pour de simples motifs de logique ou d'équité, accorder des indemnités supérieures à celles que la loi a déterminées par dispositions d'ordre public ;

Attendu que l'art. 5 de l'A. R. du 28 septembre 1931 coordonnant les lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail permet à la victime d'un tel accident qui a droit à une rente viagère, de demander que le tiers de la valeur de cette rente lui soit payé en capital, que cet article dispose, en outre, que la valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal ;

Attendu que, d'autre part, et en vue de garantir

les droits de la victime, le chef d'entreprise est tenu, en vertu de l'art. 12 de la même coordination, sauf dans les cas déterminés à l'art. 14, de constituer le capital de la rente conformément au tarif visé à l'art. 5, soit à la Caisse d'Epargne et de Retraite, soit à un autre établissement, agréé pour le service des rentes ;

Attendu que ce tarif, établi pour la première fois en août 1904, a été révisé à diverses reprises (pour des motifs d'ordre économique) ; qu'il résulte de l'examen des barèmes que ceux-ci sont calculés en tenant compte des données d'une table de mortalité, du taux annuel d'intérêt et d'un troisième élément dit « chargement » qui représente le pourcentage à verser par le chef d'entreprise à l'établissement mandaté de la gestion du capital constitué par lui et du service de la rente, en rémunération des frais de ces opérations ;

Attendu que la question que pose le pourvoi est celle de savoir si le montant de ce « chargement » peut être ajouté à la valeur de la rente en capital à payer à la victime d'un accident du travail, qui se prévaut de l'art. 5 ;

Attendu que les diverses lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ne contiennent aucune disposition concernant ce « chargement », que notamment elles ne désignent pas celui, chef d'entreprise ou victime de l'accident, qui en supportera la charge ; que le chargement est en soi, un élément étranger au calcul de la rente ou de la valeur de la rente ; qu'un chargement ne peut notamment se concevoir pour la partie de la réparation à payer en capital, à la victime, puisque, dans ce cas, il n'y a pas de « service de la rente », ni rien à conserver ou administrer ; qu'il en est de même dans le cas prévu par l'art. 14, où la constitution éventuelle du capital et le service de la rente sont garantis par une hypothèque ;

Qu'il suit de là qu'en ajoutant au montant de la rente ou du capital versé à la victime, le dit « chargement », le barème augmente d'autant l'indemnité payée à celle-ci ;

Attendu que la question touche donc à la détermination des droits et obligations des parties en cause : chef d'entreprise et victime ; que la solution qu'elle comporte dépasse le cadre des mesures d'application de la loi et ne peut dès lors être dictée par un simple arrêté royal ;

Attendu que l'arrêté royal du 12 novembre 1929 tranche la question posée ci-dessus et attribue à la victime la part du chargement afférente au capital payé à celle-ci ; qu'il complète la loi et, sur ce point, ne peut, aux termes de l'art. 107 de la Constitution, être appliqué par les tribunaux ;

Attendu que le jugement dénoncé ayant appliqué à la cause l'A. R. du 12 novembre 1929, a violé l'art. 107 de la Constitution indiqué au moyen.

Par ces motifs :

Casse le jugement dénoncé le 2 juillet 1933 ; ordonne que le présent arrêt sera transcrit dans les registres de la Justice de Paix du canton de Hollogne-aux-Pierres et que mention en sera faite en marge du jugement annulé ; condamne le défendeur aux dépens de la décision annulée et du présent arrêt, et renvoie la cause devant le juge de Paix du premier canton de Liège.

— x —

CONTRATS D'EMPLOI

Conseil de Prud'hommes de Bruxelles (Chambre pour Employés)

21 décembre 1937.

Assesseur juridique : W. Verougstraete.

Plaideurs : MM^{es} Lahaye et Herlant.

Van Nuffel c. Vandergoten.

Conditions tendant indirectement à réduire l'indemnité de préavis.

Vu l'exploit introductif d'instance du 26 octobre 1937 ;

a) Attendu que le premier chef de la demande tend au paiement d'une somme de 10,246 fr. 20 à titre de commissions :

1° Attendu que les parties sont d'accord pour admettre qu'il reste dû au demandeur à titre de commissions, une somme de 5,068 fr. 50 ;

2° Attendu que les parties sont d'accord en outre sur un montant de commissions de 3,322 fr. 05, relatives à certaines propositions de ventes de marchandises, dont l'exécution est soumise à une option laissée à l'acheteur ;

Attendu que la commission n'est due au voyageur qu'en cas de vente ferme, et que dans une vente conditionnelle, le droit à la commission ne s'ouvre qu'au moment où la condition se réalise, sans que cette situation soit modifiée par la rupture du contrat d'emploi ;

Qu'il y a lieu de constater l'accord des parties sur le chiffre de 3,322 fr. 05 qui deviendra exigible au fur et à mesure de la réalisation des ventes auxquelles les dites commissions sont afférentes, et de réserver leurs droits à ce sujet ;

3° Attendu que le demandeur avait encore droit en outre, en vertu d'un avenant du 30 septembre 1931, à certaines commissions complémentaires sur tous les ordres passés à de nouveaux clients ;

Que ces commissions devaient lui être payées par tiers, en trois ans, et lui étaient reconnues à condition qu'il augmente sa clientèle d'au moins dix nouveaux clients par an, et que les ordres passés par les nouveaux clients dépassent 3,000 belgas par an ;

Attendu que le défendeur prétend que la rupture du contrat rendant impossible la réalisation des conditions prérappelées, il ne doit que la portion déjà échue, et ne peut être obligé de payer la partie qui ne devait échoir au demandeur qu'à l'avenir, et au cas où il continuerait à remplir les deux conditions requises ;

Attendu qu'il est constant que, au cours de la dernière année du contrat, le demandeur avait rempli les conditions requises à l'obtention des commissions litigieuses ;

Attendu que les conditions auxquelles est soumis le paiement d'une partie de la rémunération ne pourraient être prises en considération, d'une manière générale, que pour autant que la continuation du contrat d'emploi leur ait permis de se réaliser ;

Attendu, en effet, que s'il fallait admettre le système soutenu par le défendeur, il serait loisible à un employeur d'insérer dans le contrat d'emploi une disposition équivalant à une clause pénale, qui, en cas de rupture, priverait l'employé d'une partie de la rémunération relative au travail fourni ;

Que pareil système devrait être rejeté, quels que soient le motif et les modalités de la rupture, puisqu'il permettrait d'éluder les dispositions de la loi qui garantissent le paiement de la rémunération intégrale jusqu'à l'expiration du contrat et d'une indemnité qui doit être calculée sur la base de cette rémunération intégrale et effective ;

Que la convention prévoyant la déchéance du droit aux commissions litigieuses en cas de rupture du contrat doit donc être considérée comme contraire à l'ordre public ;

Que le montant restant dû sur les dites commissions, dont 1/3 a déjà été payé, est de 790 fr. 60.

b) Attendu que le second chef de demande tend au paiement d'une somme de 35,000 francs à titre d'indemnité de rupture du contrat ;

Attendu que la loi prévoit une indemnité forfaitaire fixée au montant de trois mois d'appointements ; qu'il ne peut être alloué au demandeur plus que la somme de 4,602 fr. 30, correspondant à trois mois d'appointements que le défendeur est d'ailleurs disposé à lui payer ;

Attendu que les parties sont d'accord sur ce qu'il revient au demandeur une somme de 360 fr. 90 à titre de congés payés ; que cette demande, n'ayant pas été présentée à la conciliation, et n'étant pas comprise dans l'exploit introductif, n'est toutefois pas recevable ;

Attendu qu'en outre le défendeur formule deux demandes reconventionnelles, relatives à une somme de 5,000 francs qui serait due à raison de la violation d'une clause pénale, et à la restitution d'un abonnement de chemin de fer, que ces demandes n'ayant pas été présentées à la conciliation, ne sont pas recevables.

Par ces motifs, le Conseil :

Vu les art. 4 et 41 de la loi du 15 juin 1935 ;

Ecartant toutes conclusions plus amples ou contraires ;

Condamne le défendeur à payer au demandeur, à titre de commissions actuellement exigibles, les sommes de 5,068 fr. 50 et 790 fr. 60 et, à titre d'indemnité de préavis, la somme de 4,602 fr. 30 ;

Condamne le défendeur aux intérêts judiciaires et aux dépens ;

Réserve les droits des parties pour le montant de 3,322 fr. 05 de commissions que le défendeur sera tenu de payer au demandeur, au fur et à mesure que se réalisent les opérations y relatives ;

Déclare la demande d'indemnité pour congés payés

formulée par le demandeur en conclusions irrecevables, et réserve ses droits quant à ce ;

Déclare les demandes reconventionnelles formulées en conclusions par le défendeur irrecevables, et réserve ses droits quant à ce.

— x —

Conseil de Prud'hommes de Bruxelles (Chambre pour Employés)

8 mars 1938

Président : M^e Welter.

Assesseur juridique : W. Verougstraete.

Hunaerts c. Société Caan.

Société Caan c. Hunaerts.

Clauses accessoires détruisant la plus grande partie de l'utilité d'un contrat.

La portée d'un contrat doit avoir été comprise par celui qui le signe. Son interprétation, en cas de doute, doit être en faveur de l'employé.

Attendu que les causes inscrites sub. n^{os}... et... sont connexes et qu'il y a lieu de les joindre ;

Attendu que les parties étaient liées par un contrat à l'essai de trois mois ayant pris cours le 1^{er} octobre 1937. Qu'elles se séparèrent le 31 décembre 1937, de commun accord, mais sans avoir pu s'entendre au sujet des comptes relatifs aux prestations fournies ;

Attendu que la demande de M. Hunaerts tend au paiement de 1,000 francs pour appointements de novembre et décembre 1937, et de 535 fr. 55 pour commissions ;

Attendu que la Société Caan, sans dénier que Hunaerts soit resté en service jusqu'au 31 décembre 1937, ni que sa créance en compte soit du montant des sommes réclamées, prétend faire application d'une clause du contrat ainsi conçue : « Le tout, abonnement, frais de route, appointements et commissions, ne peuvent dépasser 10 p. c. du chiffre d'affaires », pour en refuser le paiement ; qu'elle prétend, au contraire, que le chiffre d'affaires n'ayant atteint que la somme de 11,634 fr. 75, elle ne pouvait être tenue que de payer que la somme de 1,163 fr. 50 et que, ayant payé à divers titres une somme de 3,145 fr. 55, Hunaerts est tenu de lui restituer la différence, soit 1,982 fr. 35 ;

Attendu qu'il échet d'examiner quelle est la portée de la clause susdite ;

Attendu que suivant la Société Caan, toutes les sommes payées à Hunaerts auraient été versées à titre d'avances ou de prélèvements, de telle manière qu'après vérification du chiffre d'affaires, le trop-perçu devrait lui être éventuellement remboursé, que même elle prétend qu'en prévision d'un compte déficitaire, elle pouvait refuser à Hunaerts le paiement de sa rémunération et de ses frais de voyage ;

Attendu que cette thèse est infirmée par les termes

mêmes du contrat, qui ne qualifie pas les prestations mensuelles de prélèvements ou d'avances, et ne prévoit pas que les sommes touchées à titre d'appointements, commissions, frais de route et abonnement, pourraient devoir être remboursées par l'employé à un moment quelconque ;

Que la clause ainsi interprétée serait inconciliable avec l'art. 4^o du contrat, qui prévoit que le chiffre des commissions s'établit tous les six mois ;

Attendu qu'il est de règle que le contrat d'emploi doit être, en cas de doute, interprété en faveur de l'employé, tant par une considération élémentaire d'équité qu'en vertu de l'art. 1162 du Code civil ;

Qu'en l'espèce, on ne peut admettre, à défaut de stipulation expresse, que la sanction de l'interdiction « ne peuvent dépasser 10 p. c. du chiffre d'affaires » consisterait dans le droit de compenser la créance de l'employeur, avec la rémunération afférente au temps qui précède le moment de la fixation du chiffre des commissions ou dans le droit d'exiger remboursement des rémunérations déjà payées ;

Attendu qu'en refusant à Hunaert le paiement de ses frais de route, la Société Caan a empêché celui-ci de travailler, et l'a mis dans l'impossibilité d'atteindre le chiffre désiré ;

Attendu qu'enfin l'application de la clause litigieuse aurait pour effet, si elle était appliquée comme le voudrait la Société Caan, de priver son employé de toute rémunération, tout en l'obligeant à exposer des frais importants pour effectuer les prestations convenues, et à contracter en même temps une lourde dette envers son patron ;

Qu'il est évident que l'employé n'a pu, en contractant, soupçonner qu'il serait donné pareille portée au contrat qu'il signait, que le juge peut ne pas tenir compte de clauses accessoires, qui aboutissent directement ou indirectement à détruire l'objet même du contrat, ou la plus grande partie de son utilité pour la partie acceptante (Depage, t. II, n^o 554) ;

Attendu qu'il en résulte que l'action de Hunaerts, en paiement de ses appointements des mois de novembre et décembre 1937, et des commissions, est fondée et que l'action de la Société Caan en remboursement de la rémunération antérieurement payée doit être rejetée ;

Par ces motifs :

Le Conseil de Prud'hommes, écartant toutes autres conclusions, et vu les articles 4 et 41 de la loi du 15 juin 1935 ;

Joint comme connexes les causes inscrites sub. Nis. ;

Condamne la défenderesse, Société Caan et Cie, à payer au demandeur les sommes de 1,000 francs pour appointements et de 535 fr. 55 pour commissions proméritées ;

La condamne en outre aux intérêts judiciaires et aux dépens ;

Déboute la Société Caan et Cie de son action et laisse les dépens à sa charge.